

NUMÉRO SPÉCIAL

N°8, MARS 1993

TERRORISME & VIOLENCE POLITIQUE

N° 25 des "NOTES & ÉTUDES" (nouvelle série), publiées avec
le concours scientifique de l'Institut de Criminologie de Paris

LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

GUÉRILLAS • CARTELS CRIMINELS • TERRORISME • ZONES GRISSES •
NARCO-BUISINESS • MAFIAS • ETC. : LES MENACES NOUVELLES

GAL : CONTRE-
TERRORISME AU
PAYS-BASQUE
1983-1986

EXCLUSIF
LE DERNIER
DIRIGEANT DES



**BRIGADES
ROUGES**

ENCORE
LIBRE
PARLE...

Brigades rouges : l'adieu aux armes

Xavier Raufer

[L'entretien suivant a été réalisé quelque part en Europe, en mai 1992. L'identité véritable de mon interlocuteur m'est connue mais n'est pas révélée, à sa demande, pour raisons de sécurité. Chaque ligne de l'entretien a été vérifiée -notamment avec un haut fonctionnaire italien ayant mené, au plus haut niveau, la lutte contre les Brigades rouges entre 1978 et 1983 - tout est exact. XR]

Ponctuel comme toujours, l'homme est déjà au lieu du rendez-vous, dans l'allée ensoleillée du jardin public. Paisible, les mains dans les poches, il admire les massifs de fleurs. Un homme grand; à l'élégance décontractée; la quarantaine juvénile. Un touriste ? Un jeune cadre faisant, le temps d'un après-midi estival, la banque buissonnière ? Non. Ses yeux. Des yeux très mobiles derrière des verres fumés. Percants. Aux aguets.

Aux aguets, sans trêve, depuis vingt ans. Car cet homme -appelons-le "Paolo"- est le dernier dirigeant de haut rang des Brigades rouges -les BR de la grande époque, à la charnière des années 70 et 80- à n'avoir jamais été capturé par la police italienne. Le dernier des "commandants de colonne" encore libre. Le dernier des membres de l'instance suprême des BR -la "Direction stratégique"- à avoir, le 6 mai 1978, voté la mort d'Aldo Moro. Le dernier des Mohicans en quelque sorte.

Entre 1973 et 1983, "Paolo" a vécu toute l'histoire des Brigades rouges. Leur apogée : Aldo Moro enlevé; l'Italie traumatisée; le gouvernement de Rome pris à la gorge. Leur chute, ensuite : l'échec du "saut au parti", cette tentative insensée de créer en Italie un parti de masse, armé, insurrectionnel et clandestin. Puis les déchirements byzantins

au sein de l'organisation entre les tenants du "Parti-guérilla du prolétariat métropolitain" et ceux du "Parti communiste combattant". L'agonie enfin : la répression qui déferle et broie l'appareil central des BR; les colonnes -"Mara Cagol" à Turin, "Walter Alasia" à Milan; celles de Rome, de Gênes, de Naples, de Vénétie- démantelées. La Direction stratégique traquée, ses membres tombant les uns après les autres...

"Paolo" a survécu à tout. Commandant une puissante "colonne" du nord de l'Italie, ayant jusqu'au dernier moment ordonné -et conduit- des opérations "militaires", géré une organisation complexe et diversifiée, il a pu, lors de l'agonie des BR en 1983, s'enfuir d'Italie. Il ne s'est pas "repenti"; il a refait sa vie quelque part dans le monde. Libre, détenteur de la mémoire de ce qui fut -et de loin- la principale organisation communiste combattante d'Europe -il y a eu jusqu'à 1300 brigadistes incarcérés en Italie, il en reste, aujourd'hui encore, près de 400- "Paolo" n'avait jamais parlé. Un jour peut-être, m'avait-il dit. Quand le moment sera venu de tourner la page du communisme combattant en Europe.

Or le 10 avril 1992, le dernier groupe marxiste-léniniste armé encore actif en Europe, la Fraction armée rouge allemande (RAF), a publié un communiqué de cinq pages annonçant que, sous conditions bien sûr, elle était disposée à déposer les armes. Que, pour elle, la lutte armée n'avait désormais plus grand sens. Un texte lugubre et crépusculaire qui marque la fin d'une époque en Europe, après un quart de siècle de communisme armé, de la Belgique (Cellules communistes combattantes) à l'Espagne (Groupes révolutionnaires antifascistes du Premier octobre, GRAPO) en passant par la France (Action directe) l'Allemagne et l'Italie.

Alors "Paolo" m'a recontacté. Le moment est venu a-t-il dit. Les camarades de la RAF sont décidés à abandonner le combat. Ce n'est pas une ruse tactique de leur part. Leur décision est prise. Ainsi, pour moi-même et les camarades des BR encore libres et dispersés dans le monde, (il y a encore plusieurs dizaines de cadres et de responsables de notre organisation en fuite et clandestins hors d'Italie) le combat cesse définitivement d'être militaire. Il est désormais purement politique. Or faire de la politique c'est expliquer, expliquer sans cesse. Je suis prêt, en mon nom et en celui de mes camarades encore libres, à répondre à vos questions. A toutes vos questions.

Itinéraire personnel

[Itinéraire antérieur : famille ? Etudes ? Militantisme légal ? Comment entre-t-on dans une organisation comme les BR ? Prise de contact ? La/les première(s) mission(s) ? A partir de quel moment êtes-vous devenu clandestin ? Faux documents d'identité, etc. ?]

Je suis né dans une famille modeste; ma mère était une femme au foyer, mon père, employé de commerce. Après le lycée, j'ai été étudiant-salarié à l'université, dans une discipline scientifique. A partir de 1968, j'ai milité dans une organisation d'extrême-gauche légale, le "Movimento studentesco" (mouvement étudiant) et j'ai suivi avec passion tous les événements politiques de ces années-là (1968-69) : grèves et manifestations massives dans les grandes concentrations industrielles du nord de l'Italie, à la Fiat de Milan, par exemple, le Mai français, la guerre du Vietnam, etc. J'ai alors évolué vers les groupes de l'extrême-gauche extra-parlementaire de l'époque, "Lotta continua", "Potere Operaio"; j'ai milité dans ce dernier mouvement jusqu'au milieu des années 70.

Dans les premières années de cette décennie (70) les gouvernements italiens successifs sont restés inertes; ils n'ont fait aucune des ré-

formes de grande ampleur auxquelles aspirait l'ensemble du mouvement ouvrier et social dans notre pays. Bien au contraire, toutes les revendications de celui-ci étaient repoussées par des gouvernements proches de la droite la plus dure, mêlés de surcroît aux tentatives de coup d'Etat de l'extrême-droite activiste et aux attentats-massacres perpétrés dans tout le pays [Voir en annexe, le rappel de ces attentats]. Des tueries dont les auteurs ont tous, jusqu'à ce jour, joui d'une parfaite impunité. Dans les années suivantes, le Parti communiste italien (PCI) et la Démocratie chrétienne (DC) ont uni leurs forces pour mener une politique de compromis historique. Ils ont notamment entrepris de criminaliser le mouvement social, ce qui a conduit tout droit à l'explosion de violence de masse de 1977. Ces événements ont eu une influence déterminante sur ma trajectoire politique. Alors que j'étais jusque vers 1973 hostile à la lutte armée, j'ai fini par la trouver acceptable. J'ai réalisé que la seule stratégie radicale de changement révolutionnaire dans la société italienne était celle des Brigades rouges, dont je me suis rapproché dès la fin de 1973.

Les BR -contrairement à ce que prétendaient les médias, qui les présentaient comme mystérieuses et impénétrables, peuplée de super-experts- ne comptaient dans leurs rangs que des ouvriers, des chômeurs, ou des étudiants, comme moi. Elles n'étaient manipulées par personne. A partir de 1973, les discussions publiques sur la violence révolutionnaire et la possibilité de faire la révolution en Italie se sont multipliées dans tous les cénacles politiques et syndicaux d'extrême-gauche, dans les universités bien sûr, mais aussi dans nombre d'usines du nord du pays. C'est au cours de l'une de ces réunions que j'ai retrouvé un vieux copain de Potere Operaio. A partir de ce jour, j'ai discuté avec lui, pendant des mois, de la lutte armée. Nous nous rencontrions régulièrement et il me donnait à lire les documents

clandestins -tracts, brochures- des organisations armées, dont ceux des BR, bien sûr, et nous les commentions.

Plusieurs mois après le début de ces rencontres, mon ami s'est présenté comme un militant des BR et m'a proposé de les rejoindre. Pendant encore six mois, j'ai été un simple "contact" comme on disait aux BR. Mon ami me confiait des textes politiques internes (non diffusés à l'extérieur de l'organisation) et me demandait de les étudier puis de les lui commenter. Il cherchait à déterminer mon niveau de motivation, à voir si j'étais prêt à faire le saut (dans la clandestinité). A la fin de cette seconde période, j'ai rencontré, officiellement, un membre de la direction de colonne de la ville où je faisais mes études. Depuis le début de nos rencontres, mon ami lui faisait parvenir des comptes-rendus sur mes "progrès" suite à chacune de nos rencontres, ce que j'ignorais, bien sûr. A ce moment-là, ce dirigeant ignorait encore mon identité, et moi, évidemment, la sienne. Lors de cet entretien, le camarade dirigeant a été très clair : l'adhésion aux BR ne dépendait pas du niveau de culture politique du "novice", ni de ses connaissances "militaires" mais d'un critère bien plus important pour l'organisation : sa capacité à renoncer à une vie normale, à sa famille, à ses études, à ses amis et à ses liaisons sentimentales. Et, bien sûr, de sa capacité morale à prendre les armes, à s'engager dans la voie de la révolution -sans avoir la moindre garantie qu'elle soit victorieuse un jour- avec, comme destin vraisemblable, la prison ou la mort. Seul un individu doté d'un idéalisme puissant -et non de seules certitudes idéologiques- et d'une volonté implacable de lutter contre l'injustice, pour une société nouvelle était admissible dans l'organisation. A cette époque. J'ai été admis à rejoindre la colonne. Voilà comment à commencé pour moi une vie au cours dramatique.

Contrairement aux idées reçues, les brigadistes n'étaient pas des professionnels

de la terreur. Ils n'étaient en rien des spécialistes de la chose militaire, comme l'étaient les activistes fascistes et ne cherchaient même pas à le devenir. Ils ne recevaient pas un entraînement militaire intensif pour se préparer à l'action. L'utilisation des armes et le savoir-faire en la matière étaient étroitement liés aux besoins de l'action. J'étais un étudiant-salarié. D'autres, dans ma colonne étaient enseignants, ouvriers, infirmiers, chômeurs. Ni eux, ni moi, n'avions de notre vie touché une arme avant notre entrée aux BR. D'ailleurs nombre des militants et des cadres de notre organisation n'ont jamais touché une arme pendant toute leur vie de brigadistes. En ce qui me concerne, comme le voulait le "cursus" au sein des BR, j'ai du apprendre les règles de la vie clandestine; apprendre à penser, à me comporter en clandestin. Mes premières missions ont été de diffuser les tracts des BR dans des endroits publics, usines, bâtiments universitaires, etc., ce qui était une activité dangereuse. Après j'ai fait des enquêtes sur des "cibles" potentielles. J'ai passé mon temps à faire des filatures et des "planques" entre les domiciles et les lieux de travail de mes "clients".

Et un jour, j'ai participé à ma première action armée. Avant cette opération, nous avons passé quelques jours dans un secteur montagneux isolé pour nous exercer au tir. J'ai ainsi appris le maniement minimum des armes à feu. Puis nous avons discuté du déroulement tactique de l'action, du partage des rôles etc.

Aux BR, que ce soit pour blesser une "cible" (tir aux jambes) ou pour la tuer, un seul camarade faisait usage de son arme. Un second militant se tenait à ses côtés; il veillait à la sécurité du tireur et intervenait en cas d'imprévu. Deux ou trois autres camarades se tenaient aux alentours, avec des armes longues (pistolets-mitrailleurs ou fusils d'assaut) dissimulées. Enfin, à proximité se trouvait une voiture avec son chauffeur. Pour les véhicules "action" les règles étaient

strictes : obligatoirement volé, il était équipé de deux jeux de plaques d'immatriculation correspondant à des modèles de couleur identique. L'action effectuée, nous retournions chez nous, ou à notre travail, selon l'heure. On éprouvait alors une profonde sensation de vide; un sentiment de responsabilité tragique.

C'est en 1980 que je suis devenu complètement clandestin, à la suite de la trahison d'un camarade appréhendé. Je me suis rendu compte, un jour, que j'étais filé par des policiers qui espéraient certainement que je les conduirais à d'autres camarades ou à des bases de l'organisation. J'ai du alors, sur le champ, plonger dans la clandestinité totale : faux papiers d'identité; port d'arme en permanence. Cela a constitué le plus grand bouleversement de mon existence; un profond déchirement : j'abandonnai alors mes parents, ma soeur, ma fiancée, sans leur fournir la moindre explication et sans savoir si je les reverrai un jour. De ce jour, j'ai vécu grâce à la solidarité de sympathisants des BR, en changeant constamment de villes et d'appartements.

L'organisation

[Quel était le projet politique (ou politico-militaire) de votre organisation ? Quelle était pour vous la fin idéale de votre combat ? Quelles étapes étaient prévues ? Comment fonctionnait votre colonne ? Effectifs, spécialisation, missions ? Comment se faisait la sélection hiérarchique ? La prise de responsabilités ? Qui décidait de qui commandait ? Quel était le rôle réel de la Direction stratégique ?]

Le projet de l'organisation à laquelle j'ai adhéré, les BR, était le suivant : opérer, par la pratique d'un processus révolutionnaire armé, la conquête du pouvoir dans notre pays en crise et réaliser la révolution socialiste. Les BR ont lutté plus d'une décennie pour édifier un parti destiné à diriger ce processus

révolutionnaire, le Parti communiste combattant. Ce Parti était considéré par nous comme l'élément déterminant, vital, du processus révolutionnaire et en cela, nous étions des socialistes [Dans l'acception marxiste-léniniste, NDLR] classiques.

Les étapes de notre lutte étaient, selon nos organes dirigeants, les suivantes : après la phase initiale de "propagande armée" (1970-75) nous allions accomplir des actions militaires toujours plus sophistiquées, frappant "au coeur de l'Etat" (1978-82). Nous devrions alors construire le Parti au cours d'une phase dite "de transition". Viendrait ensuite l'étape de la "guerre civile généralisée" qui devait culminer par la prise du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'application d'un programme socialiste. Pour nous, le processus révolutionnaire était à mi-chemin de la "guerre prolongée" chère à Mao Zedong et de la phase insurrectionnelle bolchevique qui va de février à octobre 1917, en Russie. La phase de transition, puis de guerre prolongée devaient être mises à profit pour unir et conjuguer toutes les forces du prolétariat et bâtir les structures politico-militaires nécessaires à la guerre civile généralisée.

Notre idéal était le socialisme. Pas le socialisme existant dans les années 70 en URSS mais un socialisme issu à la fois du premier bolchevisme, celui de Lénine de 1917 à 1924 et de celui de la Révolution culturelle maoïste. Notre socialisme était malgré tout actuel, car issu de la critique de masse du capitalisme développé. Pour les BR, le socialisme n'était pas le pouvoir du Parti communiste, mais la réalisation d'un programme social au service des masses. Nous l'avions résumé en un texte dit des "cinq thèses", publié en avril 1980. Ces thèses étaient :

- Disparition de l'antagonisme entre travail manuel et intellectuel,
- Reconversion des forces productives dans un sens positif,

- Réappropriation de la politique par les masses,
- Création de rapports nouveaux entre êtres humains,
- Création de rapports nouveaux entre l'homme et la nature.

Quand je suis entré aux BR, les "vétérans" avaient déjà résolu la plupart des problèmes que pose la clandestinité. Mouvement semi-légal à l'origine, l'organisation était devenue une structure complexe, articulée, totalement immergée. Elle était constituée comme un parti politique légal, avec ses organes dirigeants prenant les décisions politiques :

- Direction stratégique,
- Comité exécutif,
- Direction de colonne.

Le travail au sein des colonnes étant lui-même distribué entre "brigades" et "fronts".

Pour concilier le fait que les BR étaient une structure simultanément politique et clandestine, la structuration nationale s'était faite par colonne, un concept politico-militaire hérité des Partisans italiens de la Seconde Guerre mondiale. Il y avait des colonnes à Milan, Gênes, Turin, Rome, Naples et en Vénétie. Chaque colonne devait être auto-suffisante et compartimentée. Leur création et leur développement concrétisait le projet politique des BR : toutes celles du nord étaient immergées dans les grandes concentrations ouvrières : Fiat, Alfa-Romeo, Porto Marghera (pétrochimie), Ansaldo (métallurgie). La colonne de Rome -siège du gouvernement et des structures centrales de l'Etat- avait comme objectif stratégique d'attaquer les dirigeants politiques, notamment ceux de la DC.

Chaque colonne était commandée par une direction, comptant 6 membres maximum. Au dessous, les militants étaient répartis en brigades de 4 personnes opérant au niveau politique dans la classe ouvrière, chez les étudiants, les chômeurs etc. Des brigades

existaient dans les entreprises : à la Fiat, à l'Alfa-Romeo, dans les hôpitaux, les ports, les chemins de fer, mais aussi dans des quartiers populaires, des banlieues et dans des établissements d'enseignement.

A priori, pour des raisons idéologiques tenant à la nature même du marxisme-léninisme, les BR étaient hostiles au concept de spécialisation, à une différenciation rigide et permanente des rôles. Cela, selon notre direction, entraînait la création de centres de pouvoir et à terme, le fractionnement de l'organisation. Contrairement à ce que disaient les médias italiens, les BR n'avaient pas une structure militaire avec des généraux, des commandants et des soldats. Les cadres dirigeants ne jouissaient d'aucun statut particulier, d'aucun privilège. Ils vivaient simplement et participaient à toutes les tâches, nobles ou modestes. Ils devaient faire eux-mêmes leur propre discipline. Les camarades dirigeants participaient à la diffusion de matériel de propagande clandestin, aux enquêtes, aux changements de plaques d'immatriculation sur les véhicules, au même titre que le benjamin de leur colonne. Mario Moretti, fondateur des BR, clandestin dix ans durant, a été arrêté alors qu'il allait rencontrer un simple "contact" [sympathisant en cours de recrutement NDLR]. Prospero Gallinari [Geolier, puis meurtrier d'Aldo Moro, NDLR] a été blessé et arrêté par les policiers alors qu'il maquillait une voiture, à la grande surprise de ceux-ci.

Mais il y avait évidemment des problèmes politico-organisationnels complexes nécessitant une division des tâches et le choix de militants suivant leur expérience et leurs capacités individuelles. Des structures spécifiques, les "Fronts" avaient été créés pour répondre à ce type de problèmes. Le "Front logistique" s'occupait des faux documents d'identité, des automobiles à maquiller, des appartements clandestins, des arsenaux et des hold-up servant à financer les opérations. Le "Front de la contre-révolution" devait

pénétrer et comprendre le fonctionnement des instances de répression (enquêtes sur la police, les carabiniers etc.) en vue de les frapper. Le "Front des prisons" gérait les rapports entre militants libres et incarcérés, ainsi que les projets d'évasion. Les "Fronts" coordonnaient en réalité un travail auquel tous les militants participaient, tout en maintenant le secret sur les actions prévues.

Au sein de l'organisation, une division existait entre "permanents" -des révolutionnaires professionnels au sens léniniste du terme- et les "occasionnels".

Les permanents travaillaient à plein temps pour les BR; parmi eux, certains étaient clandestins à 100%. Recherchés par la police, ils vivaient armés et possédaient de faux documents d'identité; logeaient dans des "bases" louées pour eux par des militants inconnus de la police. Ils recevaient un petit salaire [1250f. par mois en 1980; à cette époque, un OS gagnait ±3000 f. mensuels]. Ceux qui n'étaient pas encore poursuivis gardaient, bien que permanents, une existence légale. Ils pouvaient être, par exemple, ouvriers à la Fiat. C'est parmi eux que les dirigeants choisissaient les cadres remplaçant les camarades incarcérés. Il y avait au total quelques dizaines de permanents.

La masse des BR était composée d'occasionnels. Ils menaient une vie légale, travaillaient, enseignaient, militaient dans un syndicat -où ils n'étaient pas infiltrés, notez-le, mais où ils faisaient leur boulot de militant ou de responsables normalement. Et, en plus, ils accomplissaient leurs missions de brigadistes.

Les BR opéraient par "campagnes", en concentrant leurs actions dans le temps. Il y avait des "actions centrales" très complexes comme l'enlèvement d'Aldo Moro ou ceux de chefs d'entreprise comme Talienco (pétrochimie, Porto Marghera) ou Saccucci (Alfa-Romeo), ou encore du général Dozier ou du juge D'Urso. Dans de telles opérations,

les BR engageaient une dizaine de militants maximum, choisis parmi les plus expérimentés. Il y en avait neuf, par exemple, pour l'enlèvement d'Aldo Moro. Ces éléments venaient des "Fronts" spécialisés, mais cela pouvait être aussi de simples militants des brigades. J'ai en mémoire des cas précis où de simples militants ont participé à des actions militaires de haut niveau. Pendant ces actions centrales décidées et planifiées dans le but de polariser l'attention politique du pays, les divers fronts et brigades en exécutaient des dizaines d'autres, tactiques, qui mobilisaient chacune trois ou quatre militants : irruptions armées dans les sièges des partis politiques, tirs aux jambes, attentats, incendie de véhicules et de locaux. Mais aussi l'assassinat de contremaîtres "fascistes" ou de requins du travail noir, de policiers, de magistrats etc.

Plus concrètement : en application du programme fixé par la Direction stratégique, brigades et fronts sélectionnaient, dans chaque colonne, les cibles potentielles. Après quoi une discussion se tenait pour parvenir à la "solution correcte" : devait on ridiculiser la cible -en l'aspergeant de peinture rouge, par exemple ? Ou la blesser ? Ou l'enlever ? Ou la tuer ? Les critères de choix dépendaient de la responsabilité objective de l'individu (son poste) et subjective (son comportement personnel). La proposition finale remontait alors au commandement de la colonne qui pouvait l'accepter, l'amender ou la rejeter. Ensuite, la direction de colonne, en accord avec le chef de la brigade concernée, choisissait le "noyau opérationnel", invariablement composé de militants de la brigade concernée et d'un représentant de la direction de colonne, responsable de l'opération. Ce noyau constitué, venait la seconde phase : l'enquête opérationnelle. On se rendait sur le lieu choisi pour l'attentat, on sélectionnait l'emplacement optimum en fonction de la topographie locale; on décidait des itinéraires de

repli, de qui allait tirer, couvrir le tireur, conduire le véhicule, etc. Les actions étaient conçues pour éviter de blesser les passants. Celui qui était choisi pour tirer pouvait refuser de le faire. Il pouvait renoncer à ce rôle jusqu'à l'ultime minute précédant l'action.

L'adhésion aux BR était volontaire. Chacun pouvait les quitter à tout instant, sur la base de garanties réciproques. Je le répète, les BR n'étaient pas une armée, mais une organisation où les fonctions, de la base au sommet, dépendaient de l'expérience des individus et de leur esprit de responsabilité. Il n'y avait pas de commandement, mais une pyramide d'instances de discussions collectives (direction stratégique - direction de colonne - brigades) qui appliquaient le programme politique élaboré par l'organisation par le biais des campagnes. Sur cette base, le dirigeant d'une action militaire était celui qui avait la plus grande expérience en la matière, point final.

Au sommet, la Direction stratégique (DS) avait la responsabilité de l'élaboration du programme politico-organisationnel. Elle était le cerveau des BR, l'endroit où confluaient et se conjuguait les expériences et les connaissances de tous les brigadistes. L'organe auquel tous les militants s'identifiaient, surtout en période de doute ou d'incertitude. La DS recueillait, analysait et synthétisait toutes les suggestions remontant des militants (libres ou détenus) des brigades, des colonnes. Les membres de la DS étaient tous des camarades très expérimentés, en général des clandestins mais de simples militants des brigades "montaient" aussi à la DS pour des missions techniques. La DS élaborait un programme politique auquel tout militant devait adhérer, sous peine d'exclusion. Durant ses années d'activité, la DS a publié des "résolutions" -les textes stratégiques- en 1976, 1978, 1980, 1981, 1985. Les dernières résolutions n'ont été que le reflet des difficultés que rencontrait alors le processus révolutionnaire en Italie; diffi-

cultés qui ont amené une dissension entre colonnes et provoqué la mort des BR.

Les rapports des BR avec le monde extérieur

[En Italie, avec d'autres organisations armées ? Au-delà, avec des partis ou des syndicats légaux ? Avec des organisations combattantes analogues en Europe ? Quel était votre jugement sur Action directe ? La Fraction armée rouge ? D'autres ? Qui teniez-vous en estime, de qui vous méfiez-vous, qui méprisiez-vous ? Avez-vous eu connaissance de contacts avec des organisations du Proche-orient (palestiniennes, libanaises, etc.) ? Des officiels du bloc de l'Est ?]

En dehors des BR, les Noyaux armés prolétariens, les Unités communistes combattantes, Prima linea, les Proletaires armés pour le communisme, le Mouvement communiste révolutionnaire et des dizaines d'autres groupuscules pratiquaient la lutte armée en Italie, à l'époque. La plupart apparaissaient et disparaissaient tout aussi brusquement. Il y a eu, à cette époque, une véritable constellation d'organisations armées; sans doute près de 400 ! Nos rapports avec ces groupes étaient soumis à leur acceptation de notre programme politico-militaire. Jamais l'inverse. Nous n'avions rien à faire de leur programme à eux. Et ceux des cadres des autres mouvements armés qui entraient aux BR, ceux des NAP par exemple, le faisaient à la base, comme simples militants d'une colonne. Les divergences avec Prima linea, l'autre organisation armée puissante, comptant des centaines de militants, étaient énormes. Nous maintenions avec eux des contacts minimum : des échanges de notes et rien de plus. Mais je puis témoigner qu'au-delà des organisations armées proprement dites, il y a eu, dans l'Italie de la fin des années 70, une sorte de révolte armée. Entre 1978 et 1982, il y avait dans notre pays plus de 3000 prisonniers politiques dont 800 des BR et 300 de PL.

Nous n'avions aucun contact avec les partis politiques ni même avec les groupes gauchistes légaux; ni, non plus, avec les directions syndicales. La politique, pour nous, c'était la lutte armée. Nous pensions ainsi ouvrir des brèches au sein de l'Etat, entre le PCI et les syndicats et entre ces deux organisations et la classe ouvrière, pour aboutir à une révolution dont nous pensions qu'elle était possible en Italie. Nous étions hostiles à tous les partis, mouvements et syndicats légaux.

Pour nous le PCI et le syndicat proche de lui étaient des révisionnistes ayant comme besogne de paralyser les luttes ouvrières et prolétaires. Mais parmi nous, nombreux étaient ceux qui venaient de la jeunesse communiste ou du PCI, ou des syndicats et des comités d'entreprise. Nous gardions nos affiliations à ces structures pour pouvoir, par leur truchement, participer à des luttes ouvrières et parfois-même les diriger. Certains cadres des colonnes de Turin et de Milan étaient simultanément des responsables syndicaux estimés et respectés de la Fiat ou de l'Alfa-Romeo.

En Europe, nous avons eu des contacts occasionnels avec la RAF. Mais, d'après nous, l'Italie constituait le maillon faible de la chaîne des Etats capitalistes-impérialistes et le lieu primordial de notre combat révolutionnaire était l'Italie même. Ce principe fondamental a rendu impossible tout rapport organique avec la RAF, ou Action directe, ou ETA dont les projets étaient fort différents des nôtres. Nos analyses et celles de la RAF étaient en complète opposition sur la nature de l'URSS et du bloc de l'Est et sur le sens même de la lutte armée en Europe. La RAF se considérait comme la 5^e colonne en Europe d'un "Front anti-impérialiste" qui allait du bloc de l'Est aux mouvements révolutionnaires et aux guérillas du tiers-monde. Cela dit, nous avions beaucoup d'estime pour les camarades de la RAF. A titre personnel, je trouvais très courageux de leur part de lutter sur un terrain aussi difficile que l'Allemagne. Et les

dures luttes menées, en prison, par Andreas Baader et Ulrike Meinhof, notamment, ont beaucoup marqué ma génération, au début des années 70.

Nous n'avons jamais souhaité avoir de rapports avec Action directe. Ils étaient très éloignés de notre ligne politique; nous les considérions comme des sortes d'anarchistes.

Simple et clair, notre projet excluait dans cette période tout contact avec des groupes étrangers autres que matériels, ou relevant de la solidarité entre mouvements révolutionnaires. Ainsi, nous avons eu un contact avec une fraction palestinienne, à propos d'une cargaison d'armes, que nous avons transportée jusque dans notre pays et partagée avec trois autres groupes armés italiens. A part cela, nous nous conformions au principe maoïste "Compter sur ses propres forces", pour les armes comme pour l'argent. Nous faisons de nombreux hold-up, désarmions chaque fois que possible policiers et vigiles lors de ces attaques. Pour l'entraînement, nous utilisions des puits de mines abandonnées, nombreux dans les montagnes italiennes. Contrairement à la légende, jamais aucun militant des BR n'a reçu d'entraînement militaire dans un camp étranger. Nous trouvions -je trouvais personnellement- grotesque l'idée qu'un petit groupe d'individus ayant reçu une formation élitiste, militaire ou autre, si bien entraîné soit-il, puisse faire une révolution en se passant du concours du prolétariat, des masses.

Pour nous, les Brigades rouges, l'URSS et le bloc de l'Est étaient "social-impérialistes". Dans ces pays, du fait des deux guerres mondiales, la révolution socialiste originelle avait été dévoyée. A l'origine une expérience de dictature du prolétariat de grande portée historique, l'URSS était devenue la dictature de la bureaucratie du PCUS sur le peuple. Seule demeurait à titre de vestige une configuration socialiste de l'appareil

économique et de celui de l'Etat. Entrer en contact, nouer des rapports, recevoir des aides du bloc de l'Est était formellement interdit aux BR ; nous estimions en outre que de telles liaisons étaient dangereuses.

Cela dit, pendant l'enlèvement du général américain Dozier, un syndicaliste italien, qui travaillait dans un organisme international en Pologne, a proposé à son neveu -qu'il savait proche des BR- un contact à ce propos avec des agents de renseignement de l'Est. Il s'agissait là d'une initiative personnelle de ce syndicaliste et lesdits agents étaient moins intéressés par nous-mêmes que par les confidences que ce général -N° 2 du commandement de l'OTAN en Italie- aurait pu nous faire. Le Comité exécutif des BR a refusé cette offre. Et pour éviter tout malentendu subséquent, la proposition et le refus ont été communiqués à toute l'organisation. Je dois dire que si cette collaboration s'était matérialisée, nous aurions été nombreux à rompre sur le champ avec les BR. Pour nous l'enlèvement de Dozier avait un sens précis : elle signifiait que l'Italie devait quitter l'OTAN, étape première et indispensable du processus révolutionnaire. Ce faisant, l'Italie, d'après nous, rendait plus difficile une escalade militaire entre les deux blocs.

Aujourd'hui et demain

[L'URSS a disparu, le bloc de l'Est s'est effondré, les Moujahidines ont repris Kaboul et la RAF dit renoncer à la lutte armée : quelles réflexions, jugements, etc. vous inspirent ces événements ? Quel avenir pour les prisonniers des guérillas communistes-combattantes en Italie ? Dans le reste de l'Europe ?]

Au cours des années 1982-86 la majorité des militants incarcérés des BR, parmi eux des fondateurs de l'organisation comme Renato Curcio, Mario Moretti etc., ont beaucoup réfléchi. Ils en sont venus à la conclusion que, bien au-delà de l'histoire même des BR, un cycle historique s'achevait. Un

cycle qui avait débuté en Russie, en 1917 et vu des millions de personnes donner une réponse non-capitaliste aux problèmes dramatique que rencontre l'humanité.

D'après ces camarades, la fin de ce cycle est à envisager dans toute sa complexité, c'est-à-dire hors de schémas simplistes du type "échec du communisme et victoire du capitalisme"... "affrontement de deux idéologies et victoire du bien sur le mal". Cette fin rend tout d'abord caduque et inutile les tentatives de résoudre, tout au long du demi-siècle écoulé, de façon bureaucratique et militaire (pays de l'Est), ou au contraire par le capitalisme sauvage (occident), les drames planétaires comme la famine, l'exploitation du tiers-monde, la destruction de l'environnement. Tenter de résoudre les problèmes de la planète par le militarisme a conduit le monde à deux doigts du conflit nucléaire et voila tout.

Cette réflexion globale a conduit les BR à la conclusion qu'il n'y avait plus d'espace en Europe pour la lutte armée. Cela dit, les problèmes dramatiques demeurent et nous pensons -je pense- que leur résolution ne passe pas par le capitalisme qui est la cause même de leur aggravation. L'effondrement d'un bloc qui a limité pendant presque un siècle la globalisation du capitalisme -même s'il n'a fait que cela- va, sur le long terme, affaiblir les pays du sud, les classes laborieuses. Pour le bien même de notre civilisation, nous devons retrouver les véritables valeurs du socialisme et donc distinguer entre le grand mensonge du "socialisme réel" à la Brejnev, d'une part, qui n'a fait que souiller puis détruire l'idéal même dont il se recommandait, et d'autre part les aspirations de millions de gens qui n'ont pas plus d'avenir dans l'ex-est que dans l'ex-ouest. C'est pour eux en définitive qu'une génération -la nôtre- a lutté, contre le nazisme et le fascisme, pour la justice sociale, l'émancipation de l'humanité des griffes de l'exploitation, l'auto-détermination du peuple; bref, pour des va-

leurs faisant de l'homme la mesure de toute chose.

Alors, donc que s'achève un cycle historique qui fut, en Italie, riche en conflits de toutes sortes, il reste chez nous plus de 400 prisonniers politiques [437 exactement, en juin 1992, NDLR], dont 70 condamnés à perpétuité. La plupart sont des brigadistes; dix des néofascistes. Les BR -et aujourd'hui la RAF- suggèrent que l'on tente de résoudre ce problème de façon politique.

De leur côté, dans des situations très différentes, ETA et l'IRA, dont les histoires sont très différentes des nôtres et qui sont, elles, toujours au coeur de conflits brûlants, ont entrepris de dialoguer avec leurs adversaires pour conclure par la négociation des "guerres" devenues endémiques.

C'est pourquoi, dans ce contexte nouveau, nous suggérons une solution politique : après tout, la lutte armée a été un phénomène politique et non criminel, trouvant son origine dans des conflits sociaux réels et graves et dans des motivations idéalistes.

Aujourd'hui, l'écoulement des années fait que nous, brigadistes, pouvons considérer ces événements de façon plus froide et porter sur notre propre combat un jugement nouveau, plus critique. Mais en échange, nous demandons que l'on prenne en compte, pour nous juger, tout le contexte de l'époque où nous sommes lancés dans la lutte et nos motivations d'alors.

Pour régler ce problème de prisonniers politiques, des instruments juridiques adaptés existent dans l'arsenal juridique des Etats de droit : l'amnistie, par exemple. mais avant tout, une volonté collective d'opérer la guérison d'un traumatisme national grave doit se manifester.

Cette volonté a été clairement exprimée par le précédent président de la république, Francesco Cossiga ainsi que par nombre d'hommes politiques et de dignitaires de

l'Eglise. Sur le plan juridique, tous les procès ont été conduits à leur terme; toutes les actions militaires ont été élucidées. Sur le plan de la sécurité, la guérilla urbaine a cessé. Sur un plan moral, nombre de familles de victimes ont pardonné aux meurtriers de leurs proches et nombre d'ex-brigadistes ont déjà exprimé publiquement leurs profonds regrets.

Enfin, la justice doit voir plus loin que ses codes et ses tribunaux. Les Etats européens doivent prendre conscience que des contradictions existent toujours en leur sein et que des explosions de violence, des ruptures de la paix publique y sont toujours possibles. Dans ces conditions, maintenir en détention ceux qui ont symbolisé l'explosion de conflits graves et leur militarisation devient la preuve que ces Etats ne savent, ni ne peuvent, résoudre de tels conflits que par la force. Ainsi et paradoxalement, depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, les prisonniers des BR et de la RAF ne sont plus les "méchants" mais les témoins de l'incapacité des gouvernements européens à tourner une page de leur histoire.

Au niveau italien, jamais les BR n'ont nié leurs responsabilités; ne restent d'ailleurs dans les prisons que des camarades qui ont reconnu leur appartenance militante et leurs actes. Mais tous leurs procès se sont tenus sous l'empire de lois d'exception qui ont conduit à des sentences infiniment plus nombreuses et sévères que celles qui auraient été prises selon le droit commun. A l'inverse, dans les affaires d'attentats-massacres, tous ceux qui ont été inculpés -fascistes, politiciens, officiers ou policiers- ont été, sans exception, acquittés. Qu'il soit clair, à ce propos, que si des centaines de jeunes Italiens sont entrés dans la guérilla urbaine, c'est parce qu'alors, des bombes aveugles explosaient dans les rues et à bord des trains.

Qu'il soit clair aussi qu'on ne peut, comme le font le PDS (ex-PCI) et une partie de la

gauche, mettre dans le même sac, sous le nom de "stratégie de la terreur" les BR et les auteurs de ces attentats-massacres. Notre histoire est sans mystère. Depuis leur ouverture, les archives des services secrets du bloc de l'Est n'ont jamais permis de produire la moindre trace d'une collusion entre eux et nous.

Non, le seul problème est qu'il n'y a pas, dans notre pays, de volonté de faire franchement face aux problèmes en suspens depuis la décennie 70. Alors, on a encore recours aux explications par les mystères et les conspirations. Or ces problèmes, nous devons les aborder et les résoudre sans tarder, ne serait-ce que dans la perspective de l'Europe unie de 1993. Pour cela, toutes les forces

politiques d'Italie, des Ligues aux communistes; toutes les organisations sociales et catholiques doivent réfléchir au problème des militants révolutionnaires, qu'ils soient détenus ou vivent en exil. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le gouvernement allemand en libérant, le 8 mai dernier, Günther Sonnenberg, pourtant condamné à perpétuité et en se déclarant prêt à envisager l'option politique sur la base du document des BR publié le 10 avril précédent. Chez nous, à l'inverse, vingt ans après le début de la guérilla, des militants sont toujours contraints à l'exil; ce, alors que nous évoquons concrètement la solution politique depuis déjà six ans. Une solution que les gouvernements italiens ont choisi, depuis cette date, de renvoyer aux calendes grecques... ■